

**Projet de sécurisation
de l'élevage pastoral
dans la région de Matam**

**Une contribution à l'aménagement
du territoire et à la gestion
participative et durable des ressources
naturelles par la création
des Unités Pastorales**

Mars 2014

Momar Mbaye
Pape Atoumane Kane
Moussa Baldé



POUR QUE LES HOMMES VIVENT DE LA
TERRE DURABLEMENT



Partenaires

Rhône-Alpes Région



La présente publication a été élaborée avec l'aide de la Région Rhône-Alpes, de la Région Matam.

Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'AVSF et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue des institutions ci-dessus citées.

Sommaire

1	Avant-propos	5
2	Les objectifs de la capitalisation du PSPM	6
3	De l'intérêt de capitaliser l'expérience du PSPM	7
4	Des éléments de contexte de la coopération sur le pastoralisme dans le Ferlo	8
	4.1 Contexte administratif et institutionnel	8
	4.2 Contexte éco-géographique	8
5	Le projet de sécurisation de l'élevage pastoral dans la région de Matam (PSPM)	10
	Processus de mise en œuvre du projet de sécurisation de l'élevage pastoral dans la région de Matam (PSPM) : Evolution de l'approche conceptuelle du PSPM	10
6	Les acquis méthodologiques et techniques	11
	6.1 Rappel du processus de mise en place d'une Unité Pastorale (étapes - clés)	11
	6.2 Acquis méthodologiques	11
	6.3 Les compétences de l'équipe et les acquis techniques	13
	6.4 Les impacts	13
7	Des témoignages d'acteurs	16

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ARD	Agence Régionale de Développement
ASUFOR	Association des Usagers de Forage
AVSF	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
CR	Conseil Rural
CRM	Conseil régional de Matam
DRSP	Document de Réduction stratégique de la Pauvreté
OP	Organisation des Producteurs
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADAER	Programme d'Appui pour le Développement Agricole et l'Entreprenariat Rural
PG	Plan de Gestion
PASA	Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire
PCR	Président du Conseil Rural
PSPM	Projet de Sécurisation de la mobilité Pastoral de Matam
RP	Ressources pastorales
RRA	Région Rhône/ Alpes
SAED	Société d'Aménagement et d'Exploitation du Delta
UP	Unité Pastorale
USAID/Yaajeende	Programme national de renforcement de l'élevage financé par USAID
ZSP	Zone Sylvopastorale

Editorial



Le projet de sécurisation de l'élevage pastoral de Matam (PSPM) découle d'un partenariat entre deux collectivités locales dans le cadre de la coopération décentralisée, la région de Matam au Sénégal et la région Rhône Alpes en France.

L'objectif du projet au départ était de mettre en place un forage dans le village de Thionokh, mais grâce aussi à la contribution d'AVSF, une proposition d'action combinant implantation de forage et une gestion plus concertée sur les ressources du terroir a vu le jour pour **contribuer à une régulation équitable et durable de l'accès aux ressources pastorales** de la zone d'intervention du projet.

Le projet était articulé autour de deux grands volets :

- Un **volet hydraulique** visant la réalisation d'un ouvrage hydraulique (forage équipé) pour l'alimentation en eau potable des populations et l'abreuvement du bétail à Thionokh (Communauté Rurale de Vélingara) ;
- Un **volet pastoral** pour accompagner la mise en œuvre et pérenniser l'implantation du point d'eau. En effet, dans le Ferlo, l'implantation d'un ouvrage hydraulique nécessite un programme d'accompagnement des populations sur sa gestion, l'organisation de l'exploitation de l'espace pastoral et la sensibilisation sur la gestion et la prévention des conflits éventuels.

La démarche utilisée est en train de faire tâche

d'huile et d'autres unités pastorales¹ et association des usagers du forage s'intéressent au cas de Thionokh. Aujourd'hui les outils de gestion des ressources du terroir qui y sont adoptés, ont fini de convaincre par leur pertinence et leur efficacité.

L'objectif de ce projet pilote a été en effet d'élaborer, à l'échelle de la Communauté Rurale, des outils de planification de l'exploitation de l'espace pastoral et des techniques de gestion des ressources pastorales (hydrauliques et fourragères). La mise en place de conventions locales de manière concertée et dynamique a permis de faire face à plusieurs défis dont :

- l'organisation des acteurs de l'élevage mobile ;
- la responsabilisation des organisations d'éleveurs ;
- la sécurisation de la mobilité pastorale ;
- la promotion des mécanismes de concertation entre les différents usagers des ressources de la zone d'emprise d'un forage.

Moussa Baldé
Coordinateur National AVSF/Sénégal

¹ L'UP est "un espace géographique où vivent des populations ayant les mêmes intérêts économiques, les mêmes parcours pastoraux, utilisant les mêmes points d'eau (mares, forages,...) et exploitant les mêmes zones agricoles" ; cette citation est une synthèse faite par l'équipe d'AVSF des définitions d'UP proposées par les projets PAPEL, PRODAM et PDES0.

1 Avant – propos

Les autorités de la région de Matam ont décliné une vision de développement local pour mettre en œuvre les compétences qui leur sont transférées par l'Etat dans le cadre de la décentralisation. A cet effet, en 2006, le Conseil Régional de Matam (CRM) a mis en place, avec l'appui de la coopération décentralisée de la région Rhône Alpes (RRA), des ouvrages structurants dans la Zone du Ferlo. La mise en place de ces ouvrages répondait à une forte demande sociale notamment en matière d'hydraulique civile et pastorale.

L'implication d'Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) dès le début de l'opération se justifie alors à plus d'un titre. D'abord, de par son engagement auprès des producteurs locaux, AVSF ayant la compétence et l'expérience requise pour le pilotage technique des actions. Ensuite, avec une implantation de plus de 21 ans au Sénégal, en appui à des communautés d'agroéleveurs de Casamance, il était temps pour AVSF d'étendre son action dans la ZSP (zone sylvopastorale) du Ferlo, région où les enjeux de l'élevage restent vitaux pour la population. Enfin, en tant que partenaire historique de la RRA, c'est tout naturellement que cette opération lui a été confiée dans le cadre de la convention cadre entre les deux régions partenaires (Matam et la RRA).

Dès le départ, l'option a été prise par les responsables et les experts d'AVSF de privilégier une démarche participative, inclusive et concertée. Cette démarche a impliqué aussi bien les services techniques déconcentrés, les projets et les élus locaux que l'administration territoriale locale (préfet et sous-préfet) ainsi que les populations sédentaires et transhumantes.

Partant d'une demande locale sur la facilitation de l'accès à l'eau pour le bétail et la population, AVSF a proposé en accord avec les responsables des deux régions, Matam et Rhône Alpes, une approche d'aménagement et de planification de l'espace pastoral et du territoire. La décision a été prise de travailler sur l'organisation des acteurs autour du forage de Thionokh en Unité Pastorale (le forage étant le pivot de cette UP).

On parlait de deux constats : si le forage est bien géré alors que les ressources fourragères sont dégradées ou détruites, les animaux vont partir ; il en sera de même si les pâturages sont préservés alors que le forage est fréquemment en panne.

Vu le succès de la démarche initiée en matière d'aménagements pastoraux à travers cette UP, AVSF a étendu l'expérience en répondant à une forte demande des organisations d'éleveurs du Ferlo.

C'est pourquoi la capitalisation du processus initié à Thionokh est particulièrement attendue pour en tirer tous les enseignements qui pourront servir pour la dissémination d'approches et d'outils méthodologiques. Cela va permettre aussi, dans le futur, de mieux éclairer sur la pertinence de l'approche les acteurs techniques et politiques qui voudraient étendre la démarche à d'autres zones similaires.



Ruches modernes gérées par l'association d'apiculteurs de Vélingara

© AVSF - S. Mason



Maisons près de Thionokh et château d'eau à l'arrière plan

© AVSF - S. Mason

2 Les objectifs de la capitalisation du PSPM

Ce document de synthèse est une capitalisation de l'approche d'AVSF en matière d'unités pastorales (UP) et d'aménagement pastoral (organisation des producteurs, proposition de schémas et d'outils de gestion des ressources et de l'espace pastoral, implication des services techniques déconcentrés, structurations des organes de gestion, capacitation des OP, etc.).

Ce document comprend une présentation succincte de la démarche, des acquis, des leçons apprises, des contraintes et des perspectives et il tente de répondre à un certain nombre de questions :

- Quelle démarche méthodologique a été mise en place ? Qu'est-ce qui justifie le choix de la stratégie et celui de l'échelle d'intervention ?
- Comment ont été impliqués les acteurs locaux ?
- Quels rôles et implications ont eu les autorités locales (Collectivités locales/ administration) ? Avec quelles contraintes ?
- Quel type d'articulation entre UP et l'association des usagers de forage (ASUFOR) ?
- Quels sont les impacts de l'action sur le plan organisationnel, social, économique ou technique et sur l'émergence d'un leadership local ?
- Quelles sont les perspectives en termes de consolidation, de diffusion / extension de la démarche ?
- Quel est le point de vue des acteurs et des bénéficiaires ?

Ce document vise également à proposer des améliorations ou des modifications de la démarche AVSF.



3 De l'intérêt de capitaliser l'expérience du PSPM

Après plus de six années d'intense activité, dans le cadre de la coopération décentralisée, les principaux partenaires de mise en œuvre du PSPM (AVSF, RRA, Conseil Régional Matam et l'Agence Régionale de Développement-ARD) sont unanimement tombés d'accord sur la nécessité de capitaliser l'expérience du projet.

La capitalisation de l'approche développée en matière d'aménagements pastoraux se justifie pour de nombreuses raisons. C'est d'abord un moyen de rendre compte aux partenaires du projet, mais aussi une manière pour AVSF, avec suffisamment de recul, de mesurer le chemin parcouru, identifier les difficultés majeures rencontrées, envisager les perspectives et redéfinir l'approche en fonction du contexte national et local. De plus, le contexte est marqué par la définition des actions de développement devant accompagner la mise en place de l'Entente du Ferlo¹. Il est aussi marqué par le démarrage de nouveaux programmes nationaux dans la zone d'intervention du PSPM (PADAER, PASA, USAID Yaqjeende). D'autres outils de planification spatiale sont également développés par d'autres acteurs comme la SAED et ses partenaires. Dans ce contexte, le travail de capitalisation est d'autant plus pertinent que cela pourrait permettre une démultiplication des bonnes pratiques en matière de gestion des ressources pastorales.



© AVSF - C. Lebel



© AVSF

¹ L'Entente Ferlo est une émanation d'un regroupement de 5 régions du Nord du Sénégal (Kaolack, Louga, Saint Louis, Matam et Tambacounda) pour porter ensemble des problématiques communes

4 Des éléments de contexte de la coopération sur le pastoralisme dans le Ferlo

4.1 Contexte administratif et institutionnel : coopération décentralisée et transfert de compétences

Par le biais du PSPM, AVSF intervient dans la région administrative de Matam dans le cadre de la coopération décentralisée entre le Conseil Régional de Matam et la Région Rhône-Alpes. Matam est une région de création récente, issue du découpage administratif de 2002 par le détachement du département de Matam de la Région de Saint Louis et des communautés rurales de Lougueré-Thioly et de Vélingara de la région de Louga.

Afin de mieux assurer ses missions de développement, la région de Matam a capitalisé l'expérience acquise par l'ancienne région de Saint-Louis dans la recherche des moyens d'intervention et de financement du développement local à travers la coopération décentralisée. A cet effet, le Conseil régional de Matam a pris le relais dans la mise en œuvre des conventions de partenariat de coopération décentralisée particulièrement avec la Région Rhône-Alpes qui visent la mise en valeur de potentialités importantes de la région, prioritairement dans le secteur de l'élevage et dans la zone éco-géographique du Ferlo.

Le Conseil régional et ses partenaires locaux (collectivités locales et organisations communautaires de base) et étrangers ont ciblé le Ferlo qui est une zone de prédilection de l'élevage pastoral.

4.2 Contexte éco-géographique : le Ferlo, domaine privilégié du pastoralisme

Le Ferlo fait partie de la zone sahélienne du Sénégal. On le désigne également sous le terme de zone sylvopastorale. Elle occupe plus de 70 000 Km² (près du 1/3 du pays) et est située entre la vallée du fleuve Sénégal et les franges du bassin arachidier.

Le Ferlo est peuplé de 2.086 673 habitants, principalement des Peuls (85 %) mais aussi des Wolofs, des Maures et des Sérères. La densité moyenne est de 26 habitants au km² (source analyse de vulnérabilité GERES/TACCC). À cette population locale, s'ajoutent des transhumants (souvent en transit) venus du bassin arachidier du Sénégal, de la vallée du fleuve Sénégal mais aussi des pays voisins (Mauritanie et Mali, notamment).

La pluviosité de cette région, qui est comprise entre les isohyètes 300 et 600 mm, est irrégulière, tant dans l'espace que dans le temps. Dans le Ferlo, la forme de mise en valeur dominante est l'élevage extensif. Quasi exclusif au nord, cet élevage est associé à l'agriculture et à la cueillette des produits forestiers non-ligneux, au sud.

L'élevage pastoral dans la zone sylvopastorale du Ferlo repose sur un certain nombre de principes qui lui confèrent son efficacité et sa légitimité : il s'agit principalement de la mobilité des troupeaux, de l'accès à une diversité de ressources naturelles communes, de la complémentarité des zones écologiques voisines, ainsi que de la réciprocité d'accès aux ressources.



Troupeau de petits ruminants au pâturage en saison des pluies

Plus de 80 % du territoire du Ferlo se trouvent dans le domaine classé, soit dans des réserves sylvopastorales, soit dans des réserves de faune. Ces domaines, soumis à des régimes particuliers¹ relèvent de la gestion de l'Etat par le biais du Ministère de l'Environnement (Direction des Eaux et Forêts et Direction des Parcs Nationaux). Par conséquent, 20 % seulement du territoire du Ferlo se trouvent sous le contrôle des communautés rurales.

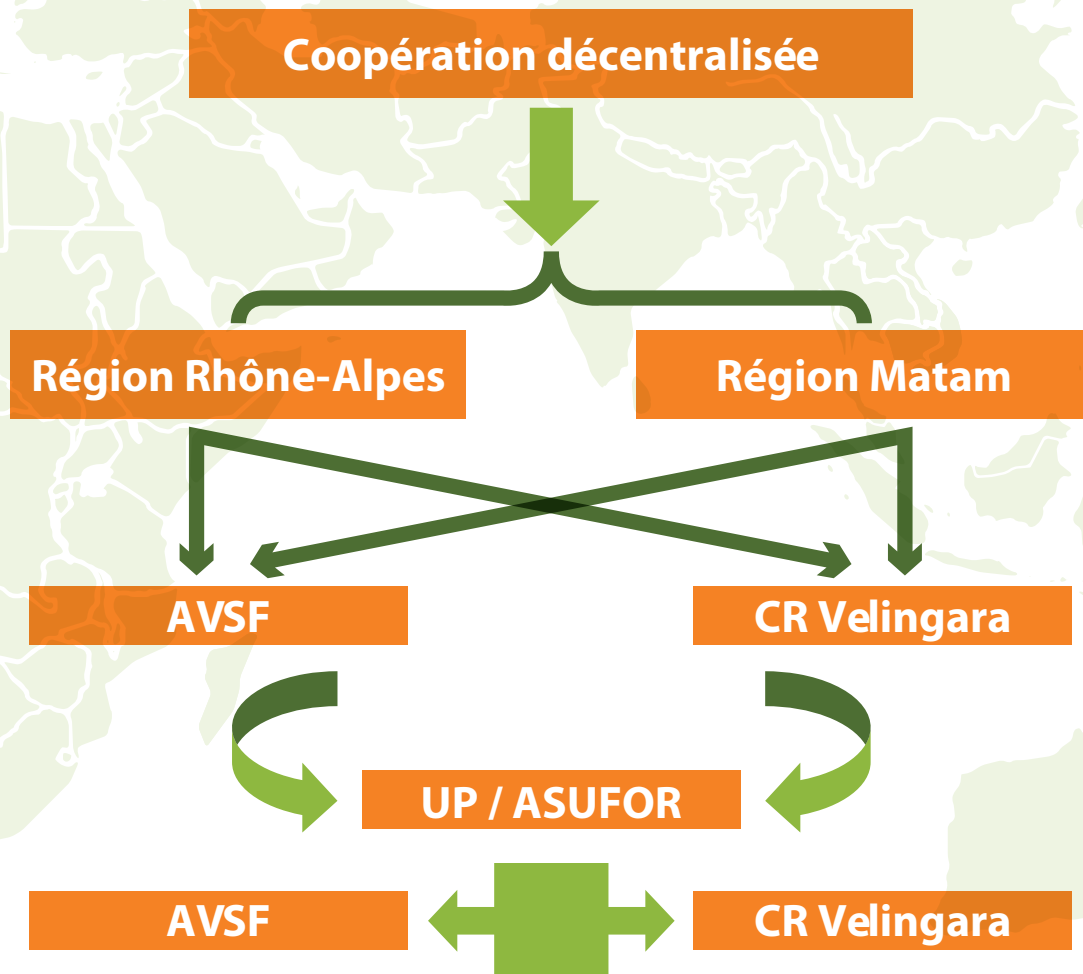
Dans le Ferlo, le sylvopastoralisme fait face à de nombreuses contraintes :

- La diminution progressive de l'accès aux ressources naturelles partagées, dû à l'avancement du front arachidier ;
- L'enclavement et l'accès au marché et aux services souvent contraignant pour les populations ;
- La faible capacité d'investissement des collectivités locales d'où une difficulté pour financer et entretenir des infrastructures socio-économiques.

Afin d'atténuer les impacts négatifs sur le sous-secteur élevage, des mesures importantes sont envisagées dans le DSRP (Document stratégique de réduction de la pauvreté)².

Le PSPM s'inspire des orientations du DSRP pour contribuer à la sécurisation de l'élevage pastoral à travers une approche conceptuelle pertinente et une démarche de mise en œuvre adaptée

A partir d'une initiative locale, mise en œuvre à travers une maîtrise d'ouvrage locale basée sur un partenariat inclusif



¹ Dans les zones classées l'Etat qui gère le domaine et le foncier avec une utilisation réglementée sur l'accès aux ressources

² Document de politique économique et social de l'Etat du Sénégal pour accroître la croissance et réduire la pauvreté par la définition d'indicateurs précis d'avancement et des objectifs sur le court et moyen terme avec des résultats à atteindre

5 Le projet de sécurisation de l'élevage pastoral dans la région de Matam (PSPM)

Processus de mise en œuvre du projet de sécurisation de l'élevage pastoral dans la région de Matam (PSPM) : Evolution de l'approche conceptuelle du PSPM

Un diagnostic territorial accompagné de l'identification des axes d'interventions prioritaires a été effectué par le Conseil Régional de Matam dans le village de Thionokh et les 11 villages environnants couvrant un total de 22651,3 ha.

Le cheptel concerné est important : 2255 bovins, 12051 petits ruminants, 560 chevaux et 338 ânes auxquels il faut ajouter, à titre d'exemple pour 2013, 4000 bovins, 8000 petits ruminants et 205 chevaux et ânes venus en transhumance.

Les conditions particulièrement difficiles d'accès à l'eau potable et à l'eau d'abreuvement du cheptel ont attiré l'attention des élus qui immédiatement décidèrent de subvenir au plus vite aux besoins des populations locales.

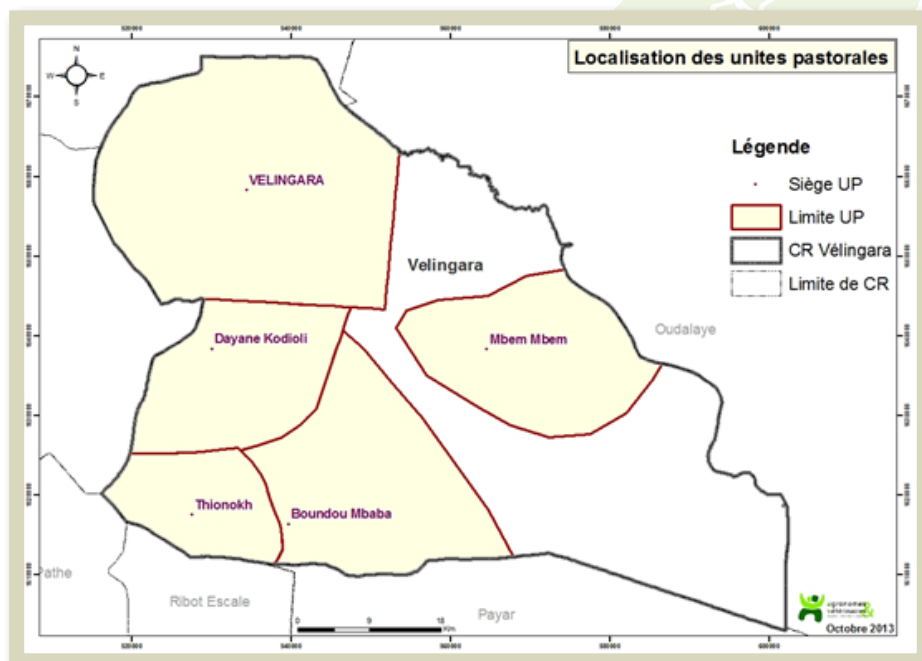
C'est ainsi que la Région Rhône Alpes a mandaté en 2007 Agronomes et vétérinaires sans frontière (AVSF) pour élaborer en collaboration avec l'ARD de Matam une étude technique et financière qui a été validée par le Conseil Régional de Matam.

Le diagnostic initial a été vite enrichi par d'autres missions d'AVSF, qui ont permis une évolution vers un projet plus englobant, articulé autour du forage, mais avec des actions visant la mise en place de mécanismes de gestion équitable des ressources naturelles (garantissant la sécurisation de l'élevage pastoral en tant qu'activité principale dans la zone) et des articulations entre les différents niveaux de décision des collectivités (village, communauté rurale, commune rurale, conseil régional) mais également entre ces collectivités, les services techniques et les autorités de tutelle.

Il s'agissait, au départ, d'un projet d'initiative locale conçu et mis en place par des acteurs locaux, appuyés par les services techniques de l'Etat, et des partenaires extérieurs dans le cadre de la coopération décentralisée. L'objectif premier des partenaires politiques était de **répondre aux besoins en eau potable et d'abreuvement** du cheptel de Thionokh et des 11 autres villages environnants.

L'**objectif du PSPM** était en plus de contribuer à une régulation équitable et durable de l'accès aux ressources pastorale, Thionokh étant le site pilote.

Le village de Thionokh et ses villages satellites ont été choisis pour expérimenter la démarche en matière de gestion concertée des ressources pastorales, au travers la mise en place d'une UP pilote dans la CR de Vélingara.



6 Les acquis méthodologiques et techniques

6.1 Rappel du processus de mise en place d'une Unité Pastorale (étapes – clés)

NB : Certaines étapes de l'élaboration du plan de gestion et de mise en place des organes peuvent être concomitantes.

- Elaboration de Plan de Gestion : études sur les systèmes de production et d'occupation de l'espace, réunions d'information et de sensibilisation dans les villages et campements, cartes à dire d'acteurs (réalisées de manière participative et interactive par les acteurs locaux), élaboration des règles de gestion concertée des ressources pastorales (RP).
- Mise en place et animation périodique du comité provisoire.
- Mise en place des instances de l'unité pastorale (UP) : désignation des délégués par villages, animation des organes de gestion, élection du bureau, mise en place des commissions.
- Adoption du Plan de Gestion des Ressources Pastorales et indication de sa date éventuelle de renouvellement/actualisation : validation par villages/secteurs, validation par le comité de gestion, validation par l'AG, délibération du Conseil rural, approbation par l'autorité administrative.
- Mise en œuvre et suivi évaluation qui s'appuient sur le plan de gestion, le code local, les outils de gestion administrative et financière, la tenue régulière de réunions, les tournées d'animation et de sensibilisation sur l'application des règles, etc.

Les avantages de l'institutionnalisation de l'Unité Pastorale ont été :

- Reconnaissance du Comité de Gestion de l'UP comme partenaire de la Communauté Rurale.
- Appui matériel et financier du Conseil rural par l'intégration de la part de l'UP dans les budgets prévisionnels de la communauté rurale.
- Transparence dans la gestion de l'UP pour la présence d'un droit de regard et de contrôle du Conseil rural.

6.2 Acquis méthodologiques

L'approche développée s'est appuyée sur un certain nombre de principes :

- **La conformité avec la réglementation nationale :** dans le processus d'organisation des acteurs locaux, les responsables d'AVSF ont intégré la conformité des actions avec les lois et règlements en matière de gestion de ressources naturelles et d'hydraulique pastorale. La mise en place des structures de gestion du forage a été guidée principalement par l'arrêté interministériel **N°005612 du 20 mai 1997** qui a défini et approuvé les conditions de création de l'Association des Usagers du Forage (ASUFOR). Il en a été de même pour la mise en place des structures de gestion de l'UP qui a été encadrée par les textes sur la décentralisation et le transfert des compétences en matière de gestion de l'environnement et des ressources naturelles. La démarche a été aussi encadrée par les textes du code forestier et le décret **80-268 du 10 mars 1980** portant organisation des parcours du bétail, l'arrêté interministériel portant application du décret **86-320 du 31 octobre 1986** relatif à l'élevage, l'introduction, la transhumance et l'utilisation des camélidés au Sénégal, le décret **62-0258 du 5 juillet 1962** relatif à la police sanitaire des animaux. Par ailleurs, il y a une articulation étroite du PSPM avec les orientations politiques et stratégiques nationales (DSRP, lettre de politique sectorielle de l'élevage).
- **L'implication des autorités locales et des services techniques étatiques dans toutes les étapes, clés du processus.** Cela s'est traduit par l'information régulière des autorités, des visites de courtoisies, des remises de rapports d'étapes (écrits), l'invitation du sous-préfet et du PCR à présider des activités clés (restitution, validation, élection de bureaux, clôture de sessions de formation, etc.). A l'échelle régionale, en plus des rapports écrits et des retours d'informations par la coordination locale de la RRA, le staff d'AVSF a participé (ou même animé) de nombreuses réunions convoquées par le Conseil Régional de Matam dans le cadre du comité régional de coordination des projets. A un niveau plus large, des présentations ont été faites lors de sessions ordinaires des conseillers régionaux. Les principaux services en charge du développement local ont été impliqués voire responsabilisés dans les étapes techniques où leur éclairage est souhaité (ARD, Services d'Hydraulique, Eaux et Forêts, Elevage,

Service d'Appui au Développement Local, la Planification, l'Environnement et l'Aménagement). Le niveau d'implication (régional, départemental ou local) était sollicité en fonction des enjeux de l'activité en cours.

■ **Le genre et l'équité** : dans la désignation des délégués par village pour la mise en place des bureaux des organes de gestion, il y a eu une exigence dans la représentativité des élus, en particulier des femmes et des jeunes. Ainsi, lors de la désignation des délégués villageois, il était demandé d'y inclure au moins une femme (sur les trois représentants). Lors de l'installation des bureaux, à l'échelle faïtière, les associations de femmes et de jeunes étaient membres de droit, au même titre que les conseillers ruraux résidents. Autant que possible, l'ensemble des villages a été intégré dans les bureaux à des postes de responsabilités afin d'éviter une prédominance du village central (Thionokh) sur le fonctionnement des organes de gestion.

■ **La durabilité et la pérennité de l'approche** : des mécanismes de durabilité et de pérennisation ont été mis en place. Il s'agit notamment de :

- l'ancrage institutionnel au conseil rural de l'UP ;
- la formalisation de l'ASUFOR ;
- l'implication voire la responsabilisation des services étatiques dans les étapes-clés du processus ;
- l'ouverture de comptes séparés pour l'ASUFOR et l'UP ;
- la mise en place de clés de répartition des bénéfices de l'exploitation du forage : 85 % dans le compte de l'ASUFOR et 15 % dans celui de l'UP. Cela a permis à l'UP d'une part d'avoir un droit de regard sur la gestion et le fonctionnement de l'ouvrage hydraulique et d'autre part de disposer de ressources financières qui lui assurent une autonomie dans son fonctionnement.

■ **La mise en échelle et la recherche d'une cohérence spatiale et d'aménagement du territoire**. Les réussites enregistrées à Thionokh par l'approche développée par AVSF ont justifié les extensions notées ces dernières années qui sont liées à la convergence entre le souhait de mise en cohérence spatiale et la demande locale. En effet, suite à des études et diagnostics faits par l'équipe d'AVSF (un agro-pastoraliste, un ingénieur hydraulicien et un animateur connaissant bien la zone) et par les élèves stagiaires de Crémieux, mais surtout face aux nombreuses sollicitations des populations locales, l'approche UP a été étendue à quatre autres localités (Vélingara,

Dayanes, Boundou Mbaba et Mbem-Mbem). En effet, dans le souci d'une gestion optimale des ressources pastorales de la CR de Vélingara, il était nécessaire de mettre en place des outils de gestion concertée de celles-ci sur les quatre principaux axes de transhumance qui y étaient identifiés :

- Vélingara – Dayanes – Thionokh (pour continuer vers le sud) ;
- Vélingara – Sab-Sabré – Boundou Mbaba (pour aller soit vers la région de Kaffrine, soit vers la région de Tambacounda) ;
- Vélingara-Mbem-Mbem-Payar (région de Tambacounda).

Il est en effet admis qu'une mauvaise gestion des ressources pastorales dans l'environnement immédiat (pannes fréquentes de forages, conflits et mauvaises conditions d'accueil des transhumants, dégradation des pâturages) pourrait entraîner un déplacement massif des troupeaux vers la zone d'accueil la mieux gérée avec comme conséquence immédiate la surexploitation des pâturages et des ouvrages hydrauliques (pannes inévitables)...

En résumé, la vision territoriale développée va au-delà de l'échelle de l'UP en prenant en compte la nécessaire mobilité de l'élevage pastoral et les spécificités éco-géographiques de la zone du Ferlo.



Cartographie participative autour du forage de Thionokh



Réservoir à biogaz

6.3 Les compétences de l'équipe et les acquis techniques

La consolidation des acquis techniques a été facilitée par le recrutement de spécialistes compétents pour chaque volet du projet. Un hydraulicien, chargé des études techniques, du suivi, du contrôle et de l'organisation des acteurs, a été recruté à temps plein. Il a travaillé sous la responsabilité d'un chef de projet spécialisé en pastoralisme et en aménagement participatif qui a animé le volet pastoral (gestion concertée des ressources naturelles). Suite au départ de l'hydraulicien, à la fin des travaux de génie civil, la partie ingénierie sociale a été renforcée par le recrutement d'un animateur qui a eu à travailler sur une approche similaire à celle développée par le PAPEL¹.

L'utilisation des outils cartographiques a été également un atout important, en particulier les cartes à dires d'acteurs² et les images satellites. Cela a permis de mieux traduire sur carte la représentation des utilisations des sols et des divers espaces par les acteurs : limites des zones, définition des vocations pastorale et agricole, identification des mares, délimitation des axes de transhumance et des parcours du bétail.

De manière générale, on remarque dans la zone une large acceptation de la notion d'unité pastorale avec ses outils et instruments de gestion (délibération de la communauté rurale et approbation du sous-préfet). Cela est facilité par l'approche participative et concertée privilégiant la recherche du consensus et l'adhésion des acteurs (élaboration et application pacifique d'un **code local** et d'un **plan local de gestion**).

Il faut aussi souligner l'importance de la bonne articulation entre la gestion de l'ouvrage hydraulique (par l'ASUFOR) et celle de l'espace pastoral (par l'UP) dans le sens de la sécurisation du couple eau / pâturages. A cet égard, le conseil rural peut organiser une session spéciale sur la présentation des rapports d'activités des UP et de validation des plans d'actions annuels. Ainsi, chaque année l'UP vient présenter son bilan devant les conseillers ruraux et l'autorité administrative (sous-préfet), de même que son plan de gestion de l'année suivante pour favoriser un débat avec les élus mais aussi pour faciliter leur compréhension sur les prochaines étapes dans le cadre des activités de l'UP.

¹ Dans le cadre du PAPEL, l'UP a été considérée comme un outil de planification du développement local avec un accent particulier sur la concertation sur l'utilisation des ressources du terroir et une gestion autonome des ressources hydrauliques par la consolidation des ASUFOR

² Il s'agit d'outils de communication interactifs entre les animateurs du projet et les populations pour arriver à faire participer et impliquer les partenaires villageois dans la gestion de leur terroir.

Enfin, les différentes actions mises en place ont été précédées par des études techniques préalables réalisées par les spécialistes en la matière : topographie, diagnostic des UP et des plans de gestion, etc.

6.4 Les impacts

■ Les impacts sociaux

Sachant que les membres des différents bureaux sont originaires de villages différents, les principaux acquis sociaux sont l'amélioration des relations entre les villages engagés dans les processus de mise en œuvre des outils de gestion. Ainsi, l'organisation de réunions périodiques a permis de consolider les relations sociales entre les populations dans le même village et entre les différents villages. L'approche inclusive qui a été développée dans la gestion des ressources partagées (pâturages, eau...) permet également la prise en compte d'autres utilisateurs (villages appartenant à d'autres communautés rurales et éleveurs transhumants).

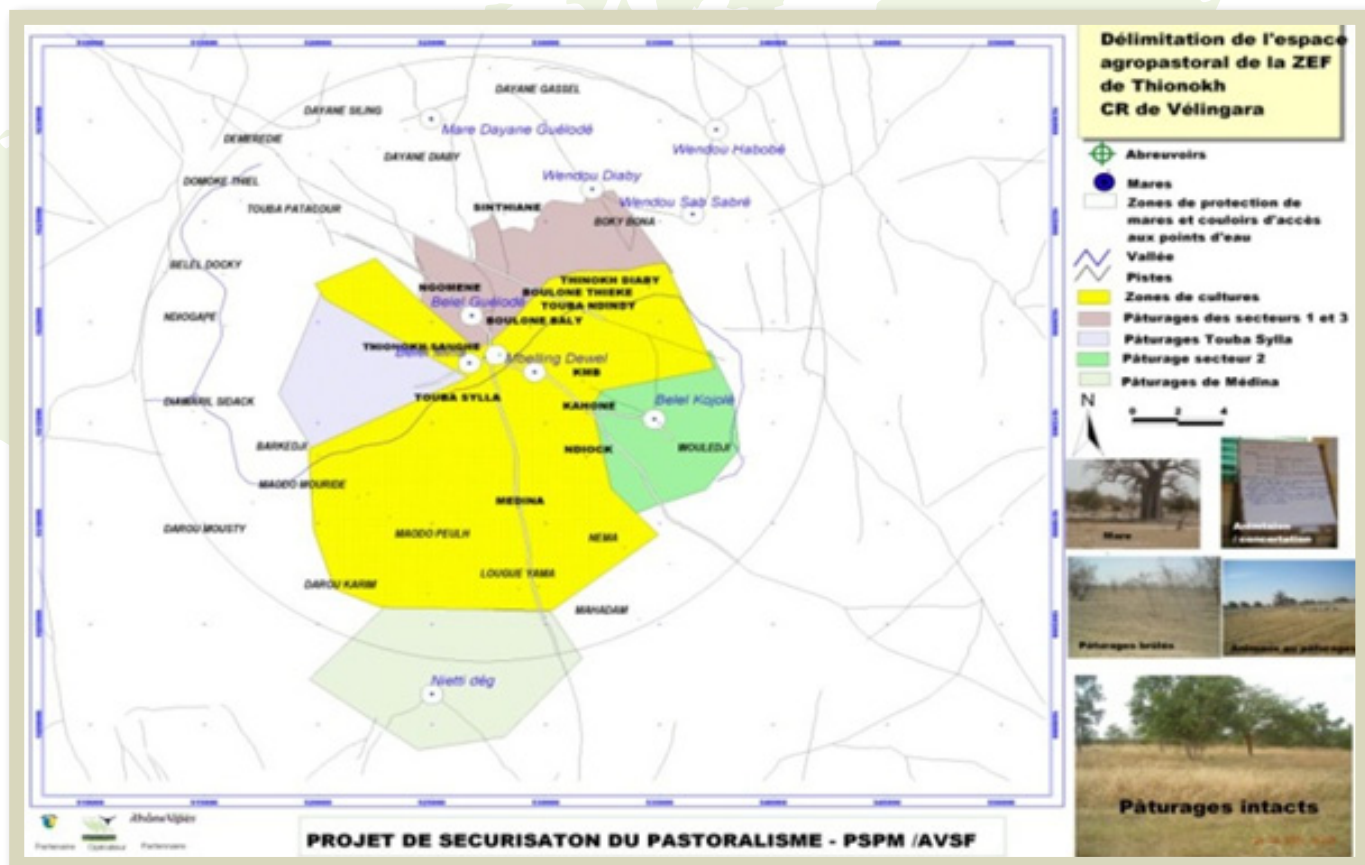
La mise en service du forage a eu comme autres impacts sociaux :

- la réduction de la pénibilité et du temps de travail lié à l'exhaure de l'eau, travail principalement relégué aux femmes et aux jeunes (plus de 10 heures avant la mise en service du forage, à maintenant deux heures pour les villages voisins et un maximum d'une heure pour Thionkh village lieu d'implantation du forage) et une meilleure prise en charge de la santé maternelle ;
- la diminution, constatée par la population, de la fréquence des maladies d'origine hydrique (diarrhée, dermatoses, avortements et bilharzioses), dont les chiffres officiels n'ont pu être fournis par l'ICP ;
- l'amélioration du taux de réussite scolaire (entrée au collège qui est passé de moins de 50 % à 100 % à partir de 2009). Parallèlement, le taux d'abandon a également baissé de 5 % en 2007 à 0 % en 2013.

■ Les impacts écologiques et sur l'aménagement du territoire

Grâce à l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion des UP, il y a eu des améliorations notables sur :

- La délimitation (par la cartographie participative) et l'identification (par des panneaux et signalétiques) des zones dévolues aux pâturages et les zones à vocation agricole. La désignation des vocations par zones s'est faite après renoncement volontaire des ayants-droits notamment



sur les terres agricoles reconverties en zones de pâturages (c'est l'exemple à Thionokh, où des habitants ont accepté volontairement d'abandonner leurs champs pour permettre aux troupeaux d'accéder aux points d'eau).

- Les mares et points d'eau qui servent à l'abreuvement du bétail sont accessibles par des pistes du bétail et la concertation a permis de dégager certains axes de passages.
- L'accès à des zones riches en pâturage est devenu plus aisé pour les animaux qui sont attachés à des piquets en saison des pluies (chevaux). Aux dires des personnes qui avaient en charge cette "corvée", il leur était difficile de trouver un espace propice pour attacher les animaux de trait et qui soit suffisamment proche du village pour faciliter leur surveillance dans la journée.
- La réduction des défrichements incontrôlés : le fait de fixer le PG par délibération du conseil rural (approuvée par l'autorité administrative) a freiné l'extension abusive des terres agricoles dans les zones de parcours et l'occupation anarchique des alentours immédiats des mares pastorales, facilitant ainsi une application du décret **80-268 du 10 mars 1980** portant l'organisation des parcours du bétail.
- La restauration des zones dégradées.

- La limitation des feux de brousse et par conséquent la préservation des pâturages naturels ; la rentabilisation du forage (basée sur une tarification claire de la consommation d'eau) dépend de la quantité et de la qualité du pâturage qui attire le bétail transhumant et maintient le cheptel local.
- La diversification des sources de revenus par l'introduction de l'apiculture moderne (ruches kenyanes) pratiquée surtout par les comités de lutte contre les feux, qui en tirent une motivation supplémentaire et qui contribue à l'amélioration de la biodiversité et à la limitation de la propagation des feux de brousse.
- L'accès à l'énergie par la mise à disposition d'équipements de méthanisation pour la production de biogaz, dans le cadre d'un nouveau programme de AVSF, RRA et Entente Ferlo, qui permettent d'avoir une source de lumière et de faire cuire les aliments.

■ Les impacts organisationnels et économiques

La réussite de l'approche promue par AVSF a permis d'améliorer sensiblement les conditions économiques et organisationnelles dans la zone du projet.



Abreuvoir de Thionokh



Quai d'embarquement et parc de contention et vaccination

© AVSF

table et Assainissement du Millénaire) a créé deux forages à Dayanes et construit un château d'eau à Mbem-Mbem.

Sur le plan économique on peut souligner le dynamisme commercial de la zone : à Thionokh, avec la mise en service du forage et l'amélioration des conditions d'accès à l'eau, aux aliments du bétail, à la santé animale, à l'embarquement du bétail, on note une augmentation du nombre de boutiques, échoppes et cantines qui, de 4 avant le forage sont maintenant quinze (15) dans le village. La typologie de l'habitat est également en train de changer avec une augmentation du nombre de constructions en dur. On peut aussi noter, suite au bon fonctionnement du forage, un net accroissement du volume des transactions sur le marché hebdomadaire de Thionokh.

■ **L'émergence et le renforcement de leaders locaux**

Le renforcement des capacités en gestion administrative et financière et en animation des responsables des bureaux de l'UP et de l'ASUFOR a permis l'émergence de certains d'entre eux au niveau communautaire.

Ainsi, parmi les membres des bureaux de l'UP et de l'ASUFOR de Thionokh, quatre d'entre eux ont été élus au Conseil rural de Vélingara. Ils sont ainsi devenus des leaders locaux et cette nouvelle position a élargi leur horizon d'intervention et leur capacité de plaider !



© AVSF



© AVSF

Sur le plan organisationnel, on peut souligner l'originalité de la démarche qui consiste à positionner l'ASUFOR comme un organe du Comité Directeur de l'UP : cela a renforcé la légitimité et l'autonomie financière de l'UP.

La bonne organisation constatée par les autres villages au niveau de Thionokh les a poussés à solliciter l'encadrement d'AVSF à Mbem-Mbem, Dayanes, Vélingara et Boundou Mbaba.

Ainsi, convaincues de la pertinence de l'approche, sans même disposer de forage, les populations de la zone de Dayane ont demandé à bénéficier de l'encadrement d'AVSF dans la mise en place d'une UP.

Celles de Vélingara ont sollicité l'extension des actions dans leur zone pour améliorer en particulier les conditions de gestion de leur forage. Car, malgré l'existence d'une UP créée par le PAPEL, la gestion du forage par le Comité de Gestion n'a jamais donné satisfaction¹.

Ces réussites organisationnelles ont eu comme effets l'affluence des partenaires du développement qui se sont engagés dans la diversification et la démultiplication des infrastructures sociales de base : AVSF a implanté des parcs à vaccination dans toutes les UP, a appuyé la réhabilitation du forage de Vélingara, a mis en place un magasin d'aliments bétail à Thionokh ; le projet PEPAM (Programme Eau Po-

¹ Mauvaise gestion de l'ASUFOR et des équipements hydrauliques qui portait à des pannes de forage très fréquentes

7 Des témoignages d'acteurs



Bilaly Ka,
Chef de Village de Thionokh

“la création de l'UP et la présence du forage ont surtout permis le maintien sur place du bétail : il y a de l'eau et des pâturages de qualité.

Le pâturage est mieux préservé par la délibération, l'absence des feux et la réduction des conflits entre les usagers.

Le respect des règles du plan de gestion est surtout facilité par le fait que la délibération des zones de pâturages s'est appuyé sur les limites des zones de parcours traditionnelles.

Les concertations et rencontres périodiques ont surtout favorisé une grande ouverture d'esprit des populations. Par ailleurs, en plus des comités d'accueil des éleveurs transhumants, l'identification des zones de pâturages a contribué à limiter les conflits avec ces derniers.

Enfin, l'application des règles du plan de gestion a permis la maîtrise du front agricole et empêché ainsi les défrichements incontrôlés des zones de pâturages et des environs des mares”.

Mbaye Ansou Ka, dit Thiaba,
Président de l'ASUFOR de Thionokh

“le Projet est intervenu dans une période où toute notre énergie était focalisée dans la pratique de l'exhaure aux puits excluant de fait toute autre activité économique.

Aujourd'hui, avec l'avènement du forage de Thionokh, nous avons dégagé suffisamment de temps libre mis à profit pour réaliser des activités génératrices de revenus.

L'ASUFOR de Thionokh est citée en exemple comme un modèle de gestion efficace et participative dans toute la région de Matam.

Nous parvenons à dégager mensuellement un bénéfice net entre 250.000 F et 500.000 F CFA en fonction des périodes. Les bénéfices réalisés ont permis d'étendre le réseau jusqu'à Boulogne (10 km).

Notre objectif est de desservir d'autres localités mais aussi de mieux renforcer les capacités des membres de l'ASUFOR pour asseoir une gestion toujours transparente et durable du forage.

Il y a présentement à la date de l'entretien (09/09/2013) 6.198.446 FCFA en banque et 12.955.110 FCFA en caisse. Nous remercions vivement AVSF”.



Mme Dieynaba Bâ,
Présidente du Groupement Féminin de Thionokh

Depuis le démarrage du forage de Thionokh, notre groupement a eu l'opportunité d'initier des activités génératrices de revenus : amélioration de l'aviculture traditionnelle par l'introduction de coqs raceurs, maraîchage, pépinière forestière etc.

La corvée d'eau, les fausses couches, ainsi que les maladies diarrhéiques sont devenues un vieux souvenir.

Dès la première année de fonctionnement du forage, nous avons enregistré nos meilleurs résultats scolaires (100 % de réussite à l'entrée en sixième).

Le commerce également a fait un bond considérable avec l'agrandissement du marché hebdomadaire et l'augmentation du nombre de boutiques.

Nous mettrons tout en œuvre pour pérenniser la bonne gestion du forage et sécuriser nos acquis”.



Demba Bâ,
Vice Président de la Communauté Rurale de Vélingara

“Les Unités Pastorales encadrées par le PSPM, ont contribué à travers l'application des plans de gestion et des codes locaux à mieux organiser les agro pasteurs, réduire de façon drastique les conflits entre usagers des ressources partagées, et impliquer les transhumants.

La Communauté Rurale de Vélingara participe régulièrement à toutes les réunions concernant les UP et reçoit les rapports d'AVSF ainsi que les procès-verbaux des différentes rencontres.

L'UP contribue à la mise en œuvre de parties du Plan local de Développement (PLD) avec l'élaboration du plan de gestion de l'UP.

Je demande à AVSF de continuer à faciliter des rencontres entre conseillers ruraux, partenaires techniques, partenaires au développement et autorités administratives pour harmoniser et consolider la compréhension des rôles et responsabilités des différents acteurs.

Les organes des UP sont des démembrements du Conseil Rural et le supplée dans la gestion des questions environnementales et de délimitation de l'espace agropastoral.

A titre d'exemple, ces dernières années, les efforts du Conseil Rural se concentrent sur les zones ne disposant pas d'Unité Pastorale, notamment en matière d'identification et de délimitation des zones de pâturages (lors des défrichements, en mai/juin).

De même, l'afflux des partenaires au développement dans les zones organisées en UP pour y implanter des infrastructures, permet au conseil rural d'orienter les investissements et actions de développement dans d'autres zones ou domaines.”



Mbissane Ba,
Président de l'Unité Pastorale de Thionokh

Suite à la création de l'UP, avec la mise en œuvre du Plan de Gestion, nous avons constaté de nombreux bénéfices.

Il y a moins de conflits entre agriculteurs et éleveurs, une meilleure gestion des ressources naturelles : réduction des feux de brousses et des coupes abusives.

Avec les formations, des explications claires sont faites sur les règles du plan de gestion à l'intention des transhumants qui les acceptent plus facilement.

Nous avons noté qu'il n'y a plus d'occupations anarchiques des mares par les troupeaux étrangers et locaux.

Les membres chargés de la gestion de l'UP connaissent mieux leurs rôles et responsabilités.

Ainsi, des réunions d'évaluations périodiques sont organisées avec la participation active de l'ensemble des responsables.

Pour mieux gérer les ressources naturelles et en même temps, réaliser des activités génératrices de revenus, les membres des UP ont été formés et équipés en apiculture moderne.

Par ailleurs, pour un meilleur accès à l'alimentation du bétail (graines de coton), un magasin a été installé à Thionokh et les responsables mis en relation avec la SODEFITEX pour la facilitation de l'accès à la graine de coton.

Abdoulaye Ba, président de l'UP des Dayanes

“Les Unités Pastorales jouissent d'une légitimité et d'une légalité qui en assurent la pérennité.

Les activités de développement et de protection de l'environnement initiées renforcent le plan de gestion : formation en apiculture, mise en place des écogardes, équipement en matériel de lutte contre les feux de brousse, installation de pépinière, et d'équipements pour la production de biogaz.

La production du biogaz nous permet d'avoir de la lumière et faire la cuisson des aliments.

Nous avons une grande capacité de plaidoyer face aux grands exploitants agricoles venus du Bassin Arachidier.

Face à notre mobilisation et notre détermination et grâce à la connaissance de nos droits, nous avons pu faire accepter les limites définies par le plan de gestion à une personnalité qui voulait en faire fi.”





Association française de solidarité internationale reconnue d'utilité publique, **Agronomes et Vétérinaires sans frontières** agit depuis plus de 30 ans avec les communautés paysannes des pays en développement pour résoudre la question alimentaire. L'association met à leur service les compétences de professionnels de l'agriculture, de l'élevage et de la santé animale : aide technique, financière, formation, accès aux marchés... Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières mène plus de 70 programmes de coopération dans 20 pays d'Amérique Centrale et du Sud, d'Asie et d'Afrique, au côté des sociétés paysannes pour lesquelles l'activité agricole et d'élevage reste un élément fondamental de sécurisation alimentaire et de développement économique et social.
www.avsf.org

RURALTER est un programme d'**Agronomes et Vétérinaires sans frontières** qui appuie les initiatives de capitalisation d'expériences et diffusion de méthodologies et de référentiels technico-économiques utiles aux acteurs du développement rural, qu'ils soient techniciens d'institutions et de collectivités territoriales ou dirigeants paysans. RURALTER diffuse ses productions sous le label éditorial du même nom.
www.avsf.org/fr/editionruralter



Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières

Lyon

18 rue de Gerland . 69007 Lyon
Tél. 33 (0)4 78 69 79 59 . Fax 33 (0)4 78 69 79 56

Nogent

45 bis avenue de la Belle Gabrielle . 94736 Nogent sur Marne Cedex

Courriel . avsf@avsf.org - **Internet** . www.avsf.org

Association reconnue d'utilité publique



agronomes
vétérinaires &
SANS FRONTIÈRES